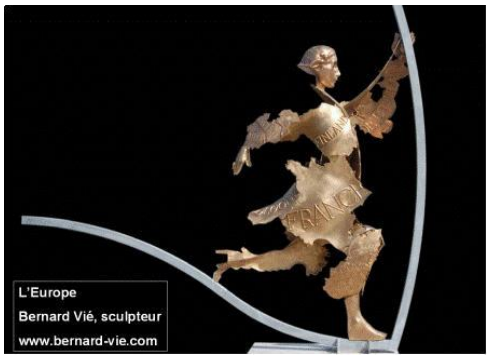
Nouvelles d'Europe - Septembre 2011. N° 1136

Aider la Grèce



François Vié. Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9) lundi à 11h, mardi à 14h, mercredi à 6h 45, jeudi à 8h et vendredi à 9h. Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

L'été 2011 a été dominé par la crise de l'Euro. Le premier plan d'aide à la Grèce de 2010 n'a pas suffi : l'endettement de ce pays atteindra 160% de son PIB en 2012. Le plan de rigueur qui lui est imposé fait douter de son redressement. Il ne parvient pas à financer sa dette sur les marchés. La crainte de non-remboursement de la dette grecque menace les banques européennes. La méfiance des marchés financiers s'étend à d'autres pays européens : Irlande, Portugal, Espagne, Italie. Tant que les difficultés de financement des Etats se limitent à de petits pays : Grèce, Irlande, Portugal, les autres pays ont les moyens de les aider. Ce serait beaucoup plus grave si elles venaient à toucher l'Espagne ou encore l'Italie qui pèse, à elle seule, plus que Grèce, Portugal et Irlande réunis. Il devient urgent d'éteindre l'incendie.

Le 21 juillet un second plan d'aide à la Grèce a été décidé :
Tout d'abord, une aide supplémentaire de 160 milliards dont 52 milliards apportés par le secteur privé.
Ensuite les outils d'intervention de la zone Euro seront renforcés : le Fonds européen de stabilité financière pourra acheter la dette des Etats pour faire baisser les taux d'emprunt. Il pourra non seulement prêter en cas de crises, mais aussi agir préventivement pour les éviter.
Enfin le fardeau de la dette est allégé pour les pays aidés : baisse du taux auquel l'argent leur est prêté, allongement des durées de remboursements, délais supplémentaires pour la réalisation du plan de redressement de la Grèce.

Dès sa publication, ce plan s'est heurté à des difficultés : certains pays de la zone euro conditionnent leur accord à des garanties supplémentaires demandées à la Grèce. C'est le cas de la Finlande, peut-être suivie par l'Autriche, la Slovaquie, la Slovénie.
Par ailleurs les marchés sont échaudés par la demande qui a été faite aux banques de participer au sauvetage de la Grèce.
Au total, l'impression est que du temps a été gagné, mais que les décisions qui permettront de sauver la Grèce et l'Euro n'ont pas été prises.

Dans une prise de position du 15 juillet, un groupe de personnalités européennes, dont Jacques Delors et Felipe Gonzalez, demandent aux Européens plus de régulation financière et de solidarité. Il propose notamment d'alléger le fardeau des citoyens des pays endettés en supprimant une partie de leur dette. Les dettes décotées seraient rachetées sur fonds communautaires ou internationaux, puis annulées. Les banques seraient de fait mises à contribution par le rachat de leurs titres à un prix décoté.
Pour les signataires de ce texte, l'Europe peut sortir renforcée de la crise actuelle.
Ils rappellent toutefois la nécessité de la rigueur : on ne peut pas vivre indéfiniment au-dessus de ses moyens.

Rappelons que la Grèce est le champion européen de la fraude fiscale. 30% à 40% de l'économie grecque échappe à l'impôt. Les fonds de cohésion européens qui représentent depuis 1988 de 3% à 4% du PIB ont été mal utilisés et parfois détournés. L'établissement d'un cadastre, la perception des impôts, un usage mieux contrôlé des fonds européens, suffiraient à rétablir les comptes de la Grèce.
L'Union économique et monétaire a été mal conçue et mal gérée. Ce fait, comme leurs intérêts bien compris, impose aux autres pays de l'Euro d'aider la Grèce. Celle-ci doit aussi s'aider elle-même en gérant mieux ses finances et en se réformant.